Quelles interventions humanitaires internationales pour la reconstruction ?

Le cas des écoles fondamentales dans le département Sud d'Haïti, après l'ouragan Matthew de 2016

Simon Veitl

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/19081>

DOI : 10.4000/echogeo.19081

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Simon Veitl, « Quelles interventions humanitaires internationales pour la reconstruction ? », *EchoGéo* [En ligne], 51 | 2020, mis en ligne le 25 avril 2020, consulté le 10 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/19081> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.19081>

Ce document a été généré automatiquement le 10 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Quelles interventions humanitaires internationales pour la reconstruction ?

Le cas des écoles fondamentales dans le département Sud d'Haïti, après l'ouragan Matthew de 2016

Simon Veitl

Introduction

- 1 Comment penser la reconstruction après une catastrophe naturelle ? Est-ce revenir à l'identique ? Doit-on saisir l'« opportunité » pour bâtir une meilleure société ? À qui bénéficie la reconstruction ? Finalement, comment se pratique-t-elle ? Que l'on aborde la question en tant qu'acteur ou en tant qu'analyste, la diversité de ces interrogations démontre que la trajectoire d'après-catastrophe peut prendre des formes multiples. Les événements récents, comme l'ouragan Irma en septembre 2017, nous ont montrés que le niveau de développement d'un territoire exposé n'empêche pas les destructions (Nicolas *et al.*, 2018). Pour autant, il influe sur la réponse apportée. Les pratiques et décisions qui suivent une catastrophe ont un effet durable sur le territoire. Dans le cas des pays les moins développés, il semble intéressant d'interroger l'apport de l'aide internationale dans ces situations. Notamment dans un contexte où les politiques d'aide au développement, axées sur le progrès économique, social et environnemental de moyen et long terme, s'imbriquent de plus en plus avec l'aide humanitaire d'urgence (Moatti *in* Fresia et Lavigne-Delville, 2018). Face au risque d'être mis au banc de la communauté des Nations, les pays meurtris peuvent être contraints d'accepter l'aide internationale (Schuller et Maldonado, 2016).
- 2 On identifie plusieurs phases dans l'assistance d'après-catastrophe. Tout d'abord, l'aide d'urgence, qui fait immédiatement suite à la catastrophe, puis vient le temps de la restauration des éléments essentiels au fonctionnement minimal des territoires (Moatty, 2015). Conceptuellement, l'aide humanitaire cherche d'abord à « relever » le

territoire, puis à l'accompagner vers un développement plus durable et résilient aux futurs événements climatiques extrêmes (UNISDR¹-GAR², 2015). Pour ce faire, il semble que la coordination et la cohésion des acteurs soient essentielles (UNISDR-GAR, 2015 ; Comfort *et al.*, 2010). Ainsi, l'ONU définit et détermine « la bonne gouvernance » comme une condition *sine qua non* de la réussite d'une intervention (UN-ECOSOC, 2009). La notion de bonne gouvernance a émergé dans le langage de la Banque Mondiale dans les années 1990 (Muis, 2014) et a été maintes fois mobilisée depuis par les Nations Unies. La bonne gouvernance s'imposant ainsi comme le paradigme dominant de la gestion de crise humanitaire. Il semble donc intéressant d'analyser les effets de son activité sur les territoires lors de la reconstruction. Comment cette gestion fait, *in situ*, usage de cette « fenêtre d'opportunité » que peut représenter la reconstruction ? Est-ce une bifurcation³ ou une continuité (Moatty *et al.*, 2017) ? Voire une rupture ?

- 3 Notre étude propose le cas d'Haïti et de la reconstruction par l'aide humanitaire internationale des établissements scolaires du cycle fondamental⁴ dans l'ouest du département Sud après le passage de l'ouragan de catégorie 4 Matthew survenu dans la nuit du 4 au 5 octobre 2016⁵. Le bilan établi alors par le gouvernement haïtien et l'ONU a fait état de 546 morts et presque autant de blessés. 80 600 personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence et près de 15 000 personnes ont été contraintes de survivre dans des abris temporaires (PDNA⁶). Avant tout humain, le drame s'est aussi vu dans l'ampleur des besoins financiers pour le relèvement, évalués à 2,7 milliards de dollars US (PDNA, 2017). Les pertes ont touché principalement les secteurs du logement, de l'agriculture, de l'environnement, des transports et de l'éducation. Si la reconstruction des réseaux de transport et de communication est primordiale (D'Ercole et Robert, 2012), celle des réseaux d'établissements de la santé et de l'éducation est également importante. Dans la péninsule méridionale, c'est 80 % du parc scolaire qui a été endommagé, ce qui représentait alors environ 3 162 écoles. Dans le département Sud, pour le niveau fondamental, un premier recensement a fait état de 174 écoles endommagées à réhabiliter et de 21 écoles totalement détruites.
- 4 Pour réponse, le ministère de l'Éducation de la Formation Professionnel (MENFP) haïtien a fait de la réhabilitation des écoles endommagées, la reconstruction des écoles totalement détruites et la fourniture de kits et de mobiliers scolaires, ses priorités (UNICEF et DARA, 2018). Puis, dans un second temps, le fil rouge de la collaboration a été établi avec l'UNICEF : favoriser l'accès à une éducation de qualité tout en renforçant les capacités du ministère dans la gestion du parc scolaire (PDNA éducation, 2017). Ces objectifs s'insèrent dans ceux du « Millénaire pour le Développement » (ODM⁷) puis du « Développement Durable » (ODD⁸) de l'ONU, qui font de l'accès à l'éducation de base un droit reconnu comme inaliénable et pour lequel il faut œuvrer.
- 5 Si l'UNICEF a participé à la définition de ces objectifs, c'est que l'État haïtien, le 10 octobre 2016⁹, a demandé le soutien et l'assistance de la communauté internationale. Cette sollicitation a déclenché l'ouverture du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) de l'ONU. C'est ce dernier qui active alors le programme d'action dit du « cluster ». Il s'agit d'un outil « conçu pour synchroniser les nombreux organismes gouvernementaux, sans buts lucratifs et privés » (Comfort *et al.*, 2010). Il existe autant de *cluster* que de secteurs d'activités, c'est à dire onze (éducation, santé, logistique, agriculture, l'eau et l'hygiène, *etc.*). L'agence onusienne dont c'est la compétence est chargée de coordonner les activités du dit secteur. Dans le cas des écoles, c'est l'UNICEF qui a co-piloté le *cluster* éducation avec le MENFP, représentant de

l'État haïtien. Sur le terrain, ce sont principalement des ONG qui vont opérer les tâches planifiées par le *cluster*.

Méthodologie et données

- 6 Pour notre étude, nous avons pu nous procurer la base de données du *cluster* éducation qui recense les projets de réhabilitation et de reconstruction. Selon les coordinateurs du *cluster* son élaboration s'est heurtée à plusieurs obstacles.
- 7 Premièrement, jusqu'alors, les recensements du MENFP faisaient surtout état du parc scolaire public (UNICEF et DARA, 2018). Or, lorsqu'on sait que seulement 15 % des écoles du pays le sont, on imagine les lacunes de connaissance sur la situation antérieure au cyclone. Ainsi, la plupart des écoles de la base de données n'avait pas de coordonnées géographiques, ni de renseignement sur le niveau scolaire enseigné. Aussi, le second tour des élections parlementaire de 2016 était prévu le 5 octobre et une grande partie des établissements scolaires devaient être transformés en centres de vote. Les plus stratégiques d'entre eux sont devenus les cibles prioritaires du gouvernement et ont fait l'objet d'une reconstruction rapide en vue des élections prévues (UNICEF et DARA, 2018) et n'ont donc pas fait l'objet d'un suivi assidu par le *cluster*. C'est pourquoi, la moitié des 204 écoles présentes dans la base de données était inutilisable car leur réhabilitation a été financée par des banques nationales ou transnationales régionales et réalisée par une institution ou association liée au gouvernement haïtien. De ces faits, la part des données exploitables en était réduite. Ces difficultés ont engendré une diminution de la représentativité de notre échantillon d'étude.
- 8 Nous avons donc dû restreindre notre échantillon aux écoles les mieux renseignées sur le niveau (fondamental et cycle primaire complet), le secteur (privé ou publique) et des coordonnées géographiques précises. Notre étude retient malgré tout 91 écoles. L'intérêt de notre échantillon réside dans la caractérisation de l'action d'acteurs privés, non-gouvernementaux qui œuvrent à un relèvement piloté par le gouvernement en collaboration avec la communauté internationale.
- 9 Une analyse spatiale de la base de données a été complétée par des témoignages d'acteurs de la reconstruction. En mars 2018, nous nous sommes entretenus avec C. Delebecque, chef de projet en Haïti et le directeur technique de la Fondation des Architectes de l'Urgence (FAU), qui a reconstruit huit écoles. Puis, en juillet 2018, nous avons pu échanger avec les coordinateurs en charge du *cluster* dès octobre 2016 et dont l'un d'entre eux est toujours en poste en Haïti. Leurs témoignages ont permis d'expliquer les résultats obtenus après analyse de notre base de données au moyen d'un SIG.
- 10 Cette étude propose d'identifier les enjeux spatiaux qui se jouent lors d'une reconstruction d'établissements scolaires impliquant une multitude d'acteurs internationaux. À travers un regard critique, nous chercherons à caractériser la trajectoire de reconstruction qui est proposée par les administrateurs de l'aide internationale et opérée par des acteurs privés. En Haïti, la reconstruction prend place dans un pays où l'État est peu présent dans l'offre éducative (Zanuso et Hassan, 2019¹⁰ ; Théodat, 2020). En se basant sur des acteurs privés et une gestion internationale, les inégalités antérieurement observées sont-elles en voie d'être comblées ?

Avant Matthew, vulnérabilité et enjeux scolaires en Haïti

L'inégal accès à une éducation de base

- ¹¹ En Haïti, 34 à 40 % des enfants n'ont pas accès à l'école faute de moyens (Joint, 2008). En effet, l'offre scolaire est majoritairement privatisée : 83 % des écoles sont privées, contre 17 % publiques (Joint, 2008). Le département Sud est assez représentatif de cette réalité. En effet, selon le recensement scolaire du MENFP, paru en 2011, il existe 1 017 écoles fondamentales dans le département Sud. Seulement 168 de ces écoles sont publiques, soit environ 16,5 %. Les écoles privées peuvent prendre de multiples formes. Selon le « collectif Haïti » elles seraient soit à but lucratif (environ 5 % des écoles privées), soit à but non lucratif, gérées à l'échelle communautaire par des ONG, des églises, ou des missions religieuses. Ces dernières dispensent une éducation peu onéreuse. Enfin, à cheval entre le secteur privé et public se trouve les écoles congrégationnistes. Bien que financées en partie par l'État, ces écoles, considérées comme privées, coûtent cher aux familles. Ainsi, pour permettre aux plus nombreux d'avoir accès à l'éducation, l'État haïtien a notamment lancé en 2011 le programme PSUGO pour subventionner des écoles privées et publiques afin qu'elles baissent leurs frais de scolarité. Aujourd'hui c'est un échec¹¹. Selon J-M Théodat, ces efforts pour l'accessibilité à l'éducation cachent une réalité, « Haïti fit le choix d'une école d'élite, payante et congrégationniste ». Ainsi ce sont les milieux ruraux qui souffrent le plus de ces inégalités d'accès (Théodat, 2020).

Caractéristiques démographiques et mobilité dans le département Sud

- ¹² Dans le département Sud, on retrouve les principaux bourgs le long du littoral ainsi que dans la plaine des Cayes, au centre (illustration 1). On constate la répartition de ces foyers de peuplement dans les sections communales dites urbaines, les plus densément peuplées, de l'illustration 2. La plaine et l'extrémité sud regroupent les deux arrondissements aux plus fortes densités, ceux des Cayes et de Port-Salut, avec plus 400 hab/km² de moyenne (IHSI, 2015). En second plan, la côte ouest est plus densément peuplée que l'est du département : respectivement 250 hab/km² en moyenne dans les arrondissements des Côteaux et de Chardonnières, à l'ouest contre 210 hab/km² dans celui d'Aquin (IHSI, 2015).

Des écoles plus vulnérables en zone rurale

- 15 C'est justement en dehors de ces zones urbaines et loin des axes routiers principaux que l'on trouve les écoles ayant les toits les moins robustes : tôle et paille (illustration 2) et donc les plus vulnérables aux vents. Au contraire, on retrouve les écoles aux toits les plus robustes, en béton, dans les milieux urbanisés : le long du littoral et au centre. Les vents les plus forts ont balayé l'ouest et le centre du département (illustration 2) et ont donc potentiellement détruit des écoles plus vulnérables situées dans les territoires ruraux, à l'intérieur des terres. Atteindre les écoles dans les zones rurales, potentiellement les plus affectées, et pour des populations le plus dans le besoin, est donc devenu un enjeu majeur de la réponse à l'ouragan Matthew.

Illustration 2 - Face à Matthew : un risque inégal pour les 1 337 établissements scolaires du département Sud

Auteur : S. Veitl.

Un modèle de gouvernance : son organisation, ses normes et ses acteurs

L'aide internationale et Haïti

- 16 En préambule, il est important de rappeler qu'Haïti et sa population entretiennent une histoire difficile avec l'aide humanitaire. En 2010, le centre du pays était touché par un séisme dévastateur. En lieu et place d'un État haïtien effondré, l'intervention de la communauté internationale a été massive. Lors de la reconstruction, l'État haïtien a été marginalisé dans les mécanismes de coordination, de prise de décisions et de contrôle mis en place (UNICEF et DARA, 2018).
- 17 Pour le chercheur Mark Schulle, cette période a été un terrain de jeux pour les multinationales. Ricardo Steinfus, haut fonctionnaire brésilien fait le bilan d'un échec de la gestion post-crise que R. Peck, réalisateur haïtien, décrit comme une désorganisation générale. Le chaos organisationnel semble être l'un des premiers

manquements de cette gestion post-crise. La réponse à la catastrophe fut d'autant plus rapide que de nombreuses ONG haïtiennes ou internationales intervenues depuis 2010 étaient encore présentes dans le pays à l'arrivée de l'ouragan Matthew (UNICEF et DARA, 2018). Ceci a favorisé une mobilisation rapide de ces mêmes acteurs pour agir et intégrer le gouvernement, bien que toujours affaibli, à la coordination de l'urgence et de la reconstruction.

Les ONG, des opérateurs de la reconstruction

- 18 Dans la résolution n° 31 de 1996 du conseil Économique et Social des Nations Unies (ECOSOC), les ONG sont définies comme « toute organisation qui n'est pas établie par une entité gouvernementale ou par une convention intergouvernementale » (Agazzi, 2007). Malgré tout, l'expression d'Organisation Non Gouvernementale englobe encore beaucoup de variétés d'organismes, aux buts variés.
- 19 Le *cluster* est un outil de pilotage de l'action des ONG. Celles-ci se sont affirmées au cours de la deuxième partie du XX^e siècle en tant qu'opérateurs de l'assistance internationale (Ryfman, 2014). Ce changement de statut illustre l'augmentation de la privatisation des compétences sociales, traditionnellement réservée à l'État et un transfert de ces compétences vers des organisations supranationales (Agazzi, 2007). L'ONU voit en ces organisations, aux motivations multiples et objectifs variés (Ryfman, 2014) une incarnation de la « société civile » et les place en interlocuteur de choix sur les questions d'aide humanitaire. Cette intronisation est stimulée par le haut, notamment par les institutions internationales et les organismes de financement de l'aide (Reimann, 2006). Elles permettraient également de diffuser les structures et institutions politiques occidentales de mouvances et valeurs néolibérales dans leurs territoires d'intervention (Reimann, 2006). C'est pourquoi, plus maniables que les États, les ONG sont devenues des professionnels de l'humanitaire et ont ainsi une capacité de déploiement et d'actions qui en font des opérateurs incontournables des situations post-catastrophes.

Reconstruire pour corriger les défauts responsables de la vulnérabilité

- 20 À l'ONU, à partir de 2015, il apparaît clair que pour atténuer les effets des catastrophes, l'unique renforcement et l'adaptation du bâti aux aléas (construction de digues, bâtiments parasismiques, etc.) ne représentent pas des solutions abouties. Il s'agit alors de travailler à l'augmentation des capacités d'adaptation des systèmes, dans leur ensemble, qui devront ainsi faire face (*Cope with*) (Reghezza-Zitt *et al.*, 2015 ; Hufschmidt, 2011 ; Quenault, 2014 ; Moatty, 2015) par eux-mêmes aux aléas auxquels ils sont exposés. Dans ce but, il est suggéré d'agir sur les aspects structurel, financier, technologique et comportemental (Quenault, 2014) d'un territoire. Ces ajustements conduisent un territoire victime d'un aléa à utiliser cette « fenêtre d'opportunité » pour réformer ses institutions et modifier son organisation socio-spatiale, ce qui aurait pour effet d'augmenter ses capacités d'adaptation. On comprend donc la résonance idéologique dans sa mise en application (Reghezza-Zitt, 2018).
- 21 C'est dans cette démarche de réforme profonde que le *cluster* éducation formule les objectifs de l'aide à plus ou moins long terme. Son action se nourrit des principes et

recommandations formulés dans le Cadre d'Action de Sendai (CAS) pour 2015-2030. Celui-ci s'inspire du retour d'expérience du précédent cadre d'action (Cadre d'Action de Hyōgo) et des idées rapportées par le GAR 2015. Dès lors, c'est cette notion phare de capacité à s'adapter, qui conditionne le degré de résilience d'un système (Moatty, 2015). Le GAR affirme que « les risques résultent du développement, les prendre en charge exige d'être en faveur de la réduction de la pauvreté, de la planification et de la gestion adéquates des zones urbaines, ainsi que de la protection et de la réhabilitation des écosystèmes ». Par-là, le concept de développement durable et de résilience sont des éléments centraux de la gestion post-catastrophe. On peut alors s'attendre à observer une « bifurcation » du système scolaire organisé par le *cluster*.

Le *cluster*, un cadre d'intervention pour les ONG

- 22 Le *cluster* est outil de coordination de l'OCHA¹² qui souhaite favoriser les partenariats et répartir les tâches entre les ONG, ce qui participe d'une meilleure définition de leurs rôles et de leurs responsabilités (OCHA, 2012). Pour garantir l'éthique de la démarche et une reconstruction plus adaptée aux aléas, le *cluster* fournit des documents éthiques (rapport de l'ONU sur le droit à l'éducation) et produit des documents techniques (par exemple sur les toits paracycloniques) qui sont des recommandations pour les ONG. Celles-ci sont chargées de s'autoévaluer sur la bonne utilisation de ces documents à la fin du projet (bien que cela ne soit pas toujours réalisé selon les coordinateurs du *cluster* éducation post-Matthew interrogés).
- 23 Pour assurer une bonne coordination, le *cluster* centralise les informations sur les établissements à réhabiliter ou reconstruire sous la forme d'une base de données qui permet aux ONG de choisir leurs zones d'interventions en fonction de leurs capacités financières et techniques (C. Delebecque). Il reste possible d'œuvrer pour la reconstruction hors du cadre du *cluster*. Cependant, les avantages logistiques et financiers ne sont pas négligeables. Par exemple, C. Delebecque rapporte la mise en place de la mutualisation des transports humains et matériels des ONG et une facilitation d'obtention des autorisations gouvernementales ainsi qu'une simplification dans l'identification des besoins et projets.

Établir une stratégie pour le relèvement

- 24 Pour résumer, le *cluster* est chargé d'accompagner le territoire et ses systèmes au cours des différentes phases du « relèvement » (Comfort *et al.*, 2010) planifiées par le PDNA. Une feuille de route pour l'année et demi suivante est alors établie pour en atteindre les objectifs. Cette planification et ces objectifs se basent sur les constats et besoins recensés dans le PDNA. Tenant compte de cette planification et en fonction des réalités d'intervention et d'urgence, les priorités sont alors hiérarchisées par les administrateurs du *cluster*.
- 25 Dans notre cas, cette stratégie pour le « relèvement » s'est structurée en deux phases :
 - de 3 à 6 mois : dans l'urgence, mettre en place des structures temporaires d'éducation ;
 - de 6 à 18 mois : pérennisation de la 1^{ère} phase. Cette phase correspond également à la restauration des infrastructures essentielles pour amorcer une reconstruction vers un développement durable.

- 26 L'objectif se décline en trois axes : l'accès universel et gratuit à l'école pour tous les enfants, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et l'amélioration de la gouvernance du secteur.
- 27 Finalement, le *cluster* est un système temporaire d'acteurs qui permet le lien entre des bailleurs de fonds et les ONG, résumé ci-contre (illustration 3), à travers des réformes structurelles, qui accompagneront les territoires et ses communautés vers une *résilience* conçue en amont. De par leurs fonctionnements, les ONG ont une capacité d'opération rapide sur le territoire (Agazzi, 2007 ; Reimann, 2006 ; Ryfman, 2009). Additionné aux recommandations et obligations des ONG envers le *cluster*, cela permet à l'état haïtien d'avoir un contrôle sur le projet de reconstruction. Notre échantillon de la base de données permet une visibilité de l'action des ONG. Comment ce modèle d'intervention théorique s'exprime-t-il en pratique ?

Illustration 3 - Gouvernance et objectifs du cluster

Sources : d'après les documents de coordination du cluster éducation (2017) et Comfort *et al.* (2010).
Auteur : S. Veitl.

Quelles priorités ?

- 28 Dans une reconstruction, la variable temporelle est essentielle. D'après les coordinateurs du *cluster* et le retour d'expérience de l'UNICEF, nous savons que les contraintes budgétaires et d'accessibilité aux écoles ont obligé le *cluster* à une hiérarchisation des priorités de reconstruction des écoles. Pour identifier cette hiérarchie, et vérifier si elle suivait une logique spatio-temporelle, nous avons mesuré l'éloignement de chacune des 91 écoles de notre échantillon aux routes nationales et départementales en fonction du moment de l'intervention. Notre analyse porte sur l'état des avancées huit mois après la catastrophe, au début de la phase 2 de la stratégie de « relèvement », qui correspond, en théorie et selon le PDNA, au début de la

restauration des éléments territoriaux essentiels (Moatty, 2015). Les résultats sont présentés dans l'illustration 4.

Illustration 4 - Huit mois après la catastrophe (16/06/17) : état de réalisation des projets en fonction de leur proximité à un axe routier majeur

Source : d'après la base de données du *cluster* Education post-Matthew. Auteur : S. Veitl

- 29 On remarque que les écoles pour lesquelles l'intervention est terminée sont en moyenne les plus proches des routes principales : 500 m contre 1,1 km en moyenne pour le total des écoles. Pour la seconde vague d'intervention, celle qui est en cours, il s'agit d'atteindre les écoles les plus éloignées, pour certaines jusqu'à 17 km d'une route principale. À noter que l'amplitude de distance aux routes pour les écoles de ce second temps est remarquable par rapport aux autres vagues. Enfin, les écoles qui n'ont pas encore de date de début des travaux sont dans une amplitude de distance plus restreinte et sont en moyenne au niveau de celle du total de l'échantillon. De manière générale, cette répartition de la distance des écoles en fonction du temps reflète un choix du *cluster* d'intervenir en priorité dans les écoles affectées par l'ouragan les plus proches des routes principales, donc des centres urbains.
- 30 Ce déséquilibre urbain/rural de la réponse se confirme lorsqu'on observe les effectifs d'écoles visées par commune (illustration 5). En effet, la moitié des projets de reconstruction étudiés se situe dans les trois communes de Camp-Perrin, les Cayes et Torbeck (illustration 5). Des proportions que l'on retrouve pour les 204 écoles de la base de données¹³. Autrement dit, ce déséquilibre et cette priorisation s'observent quelle que soit l'ONG constructeur ou le bailleur de fond. Ces trois communes sont situées dans la plaine des Cayes. Elles font parties d'un territoire majoritairement urbain, également moins exposé à l'ouragan (illustration 2). Pour autant, si ces territoires sont les plus accessibles, sont-ils ceux qui en ont le plus besoin ?

Illustration 5 - Nombre de projets par commune

Source : d'après la base de données du *cluster éducation post-matthew*. Auteur : S. Veitl.

- 31 Auguste Joint et le rapport du MENFP ont rappelé la disparité d'offres scolaires entre les zones urbaines et rurales. Alors même que le département Sud est majoritairement rural (IHSI, 2015). Si l'on observe les foyers de peuplement des moins de 18 ans (illustration 6), on relève une plus forte concentration des potentiels apprenants des écoles fondamentales dans l'ouest du département. Pour autant, dans notre échantillon de 91 écoles, seulement 35 écoles de cette partie du département sont visées par le processus de reconstruction. Il semble donc que la priorisation des zones d'interventions ne tienne pas compte des besoins réels mais soit plus contraintes par les difficultés logistiques et financières.

Illustration 6 - Attributions des projets de reconstruction : zones privilégiées d'intervention par les principales ONG

Auteur : S. Veitl.

- 32 Il est vrai que ce décalage entre besoins et réalité d'intervention peut s'expliquer en partie par les difficultés d'acheminement des matériaux. Bien qu'ils puissent transiter par l'aéroport ou le port ou via la route nationale depuis Port-au-Prince, leur transport vers les zones rurales et l'ouest s'avère plus difficile et donc onéreux. En outre, le retour d'expérience (REX) de l'intervention de l'UNICEF témoigne des difficultés de coordination au début de l'urgence et de manque de stratégies élaborées en amont. De ces contraintes découleraient les disparités observées. À cette relative désorganisation de la coordination constatée, le REX de l'UNICEF désigne les logiques de répartition des praticiens de l'intervention, les ONG, comme facteur explicatif du décalage que montre notre analyse.

Des logiques de répartition des ONG

- 33 Si la stratégie d'intervention du *cluster* semble donc assez claire, celle des ONG paraît plus floue. C. Delebecque explique qu'une fois le recensement des écoles réalisé par le *cluster*, les ONG se sont positionnées sur tel ou tel projet. Celles-ci avaient également la possibilité de faire des propositions d'écoles à reconstruire. Les facteurs qui ont guidé la répartition des ONG sur le territoire ont alors été : une présence antérieure de l'ONG dans une commune, la capacité de déploiement logistique et financière de l'ONG, ou encore les critères propres à leurs missions et objectifs comme par exemple, l'amélioration de la pédagogie. Une fois les vœux de positionnement spatial énoncés, le *cluster* validait ou non l'attribution du projet à l'ONG concernée. L'expertise dans la reconstruction ne semble pas avoir eu d'incidence sur la validation par le *cluster*. Pour pallier l'inexpérience de certaines ONG dans ce type d'intervention, le *cluster* a produit, en collaboration avec l'agence de coopération suisse, un guide de reconstruction des toitures aux normes para-cycloniques.

- 34 Le tableau 1 nous permet d'identifier les principales ONG engagées dans le *cluster* ainsi que le nombre de projets sur lesquels elles se sont engagées. Nous avons cherché à décrire en substance les ONG via leur site internet et nous avons étayé nos recherches avec les témoignages des coordinateurs du *cluster*.

Tableau 1 - Description des ONG intervenant dans la reconstruction

Logo	Nom	Siège social	Mission	Type	Nombre de projet
AVSI (Association pour les Volontaires du Service International)	Italie	Développement de l'éducation dans le monde	ONGI	11
CEEC (Commission Episcopale pour l'Éducation Catholique)	Haïti	Développer l'éducation catholique en Haïti	ONG haïtienne	18
DDE-Sud (Direction Département pour l'Éducation)	Haïti	Dépend du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)	Institution gouvernementale	1
FAES (Fond d'Assistance Économique et Sociale)	Haïti	Dépend du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)	Fonds gouvernemental pour le développement des communautés	2
FAU (Fondation Architectes de l'Urgence)	France	Reconstruction post-catastrophe et conflit	ONGI	8
FEPH (Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti)	Haïti	Promouvoir une éducation chrétienne de qualité et améliorer les standards de qualité de l'offre scolaire	ONG haïtienne	7
Fondation Digicel	Jamaïque	Investir dans des programmes de développement durable pour les communautés	ONGI	12
Haïti Futur	France/Haïti/ États-Unis	Développer l'éducation numérique et l'entrepreneuriat en Haïti	ONG transnationale fondée par des haïtiens expatriés	12
PRODEV	Haïti/États-Unis	Développement de l'éducation en Haïti par la formation pédagogique et la construction d'écoles	ONG transnationale fondée par des haïtiens expatriés	1 + 6 en partenariat avec Save The Children
Save The Children	Angleterre	« Save the Children est la plus grande organisation indépendante de défense des droits de l'enfant dans le monde » (savethechildren.net)	ONGI	13

Auteur : S. Vietl.

- 35 Selon ces coordinateurs, parmi les ONG internationales, la seule spécialiste des situations d'urgence est la FAU (Fondation des Architectes de l'Urgence), c'est-à-dire qu'elle n'intervient que dans la reconstruction et n'a pas de mission de développement. La fondation Digicel, active depuis 2007, tient son nom d'un opérateur téléphonique très présent en Haïti et dans les Caraïbes. Cette fondation semble s'être concentrée uniquement sur des écoles qu'elle avait construites avant l'ouragan dans le cadre de ses projets de développement. Save The Children et AVSI, dont les missions pour l'enfance sont multiples, étaient déjà présentes dans le département pour des actions de développement et de soutien à des établissements scolaires avant Matthew.
- 36 Concernant les deux ONG haïtiennes, toutes deux soutiennent des écoles privées à l'échelle du pays depuis plusieurs années : la CEEC s'est engagée auprès des écoles catholiques tandis que la FEPH soutien des écoles protestantes.
- 37 Enfin, le tableau est complété par des ONG de la diaspora haïtienne. Depuis 1994, Haïti Futur a pour mission, entre autres, l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Ils intervenaient donc déjà dans des écoles. ProDev, quant à elle, possède et gère deux écoles en dehors du département Sud.
- 38 Ainsi, bien que pratiquement toutes ces ONG soient déjà présentes sur le terrain haïtien avant l'ouragan, elles ne le sont pas forcément dans le département Sud. En outre, peu

de ces ONG ont pour activité d'origine la construction d'écoles en tant que telle, mais ont plutôt des rôles de développement pédagogique, de gestion et de soutien financier d'établissements scolaires. Si la prospection d'informations sur les sites internet des ONG nous permet de dégager leurs missions principales qui auront une influence sur la sélection du type d'écoles aidées, elle ne nous permet pas de connaître leurs critères de sélection spatiale. Pour ce faire, une représentation cartographique des écoles choisies par les principales ONG pour reconstruction nous aide à distinguer des zones privilégiées d'intervention (illustration 6). Il en ressort une propension des intervenants à s'établir un périmètre d'action, « un espace de travail ». Ces zones sont mises en valeur par des ellipses.

- 39 On remarque que ces ellipses se superposent aux zones urbaines. Cette observation illustre le constat du REX de l'UNICEF : peu d'ONG souhaitent se rendre dans les zones reculées, pourtant en grand besoin. Elles se sont donc partagé le territoire tout en restant dans des zones urbaines. Dans le cas de la FAU, comme nous l'explique C. Delebecque, ce sont les contraintes financières et logistiques qui l'ont obligée à se positionner sur les écoles de Roche-à-Bateau, dans des zones urbaines. D'autres fois, les critères de sélection étaient plus orientés par les caractéristiques spécifiques des écoles. Haïti Futur, par exemple, a choisi des écoles de grande capacité, parmi les moins endommagées et a concentré son action sur deux communes. Mis à part quelques ONG internationales aux capacités de déploiement importantes comme Save The Children ou la fondation Digicel, les autres ONG partagent les limites logistiques et financières rencontrées par le *cluster* et ainsi ne peuvent qu'intervenir dans un périmètre restreint pour maximiser leur intervention.
- 40 Comme l'on sait que la majorité des ONG intervenantes souhaite jouer un rôle dans la vie des écoles dans lesquelles elles interviennent, on peut penser que ce rôle survivra à leur intervention de reconstruction. L'un des coordinateurs du *cluster* nous confirme cette hypothèse. Cette potentielle implication des ONG pose la question de l'adéquation des actions des ONG avec les objectifs initiaux du *cluster* qui étaient de mieux contrôler le parc scolaire avec une priorité donnée aux écoles publiques.

Un rééquilibrage des proportions d'écoles publiques et privées

- 41 Auguste Joint et le rapport du MENFP ont relevé le criant déséquilibre d'offres scolaires entre le secteur public et le privé. Observe-t-on un effort de rééquilibrage de ce constat par l'action du *cluster* ?
- 42 Sur les 91 écoles que contient notre échantillon, 49 sont publiques, 39 sont privées et 3 n'ont pas d'information disponible (tableau 2). Bien que comportant des lacunes, l'autre partie de la base de données des écoles réhabilitées montre qu'une très grande majorité des écoles présentes est, soit financée par un bailleur public, soit reconstruite par un intervenant lié au gouvernement haïtien. On sait également l'implication de l'État dans l'élaboration de la base de données des écoles à réhabiliter (UNICEF et DARA, 2018). Comme 78 % des écoles en Haïti sont privées, si la base de données comporte une majorité d'écoles publiques, on en déduit qu'il existe une volonté du *cluster* d'orienter l'effort humanitaire vers ce type d'écoles. Pour autant, les écoles publiques n'ont pas été reconstruites plus vite. L'analyse de notre échantillon montre que la variable temporelle de reconstruction ne distingue pas les deux secteurs.

Tableau 2 - Des financements ciblés par type d'écoles

Bailleur de fond principal	Appartenance sectorielle de l'école reconstruite			Total général
	Privé	Publique	Non renseigné	
ONG bénéficiaire				
Bailleurs multiples et privés	4			4
Fondation des Architectes de l'Urgence	4			4
BID		1		1
FAES		1		1
État français	1			1
Fondation des Architectes de l'Urgence	1			1
État haïtien		1		1
FAES		1		1
État suisse			2	2
Fondation des Architectes de l'Urgence			2	2
Fellowship of Christian Athletes	3			3
FEPH	3			3
Fondation de France	12			12
Haïti Futur	12			12
Fondation Digicel	7	5		12
Fondation Digicel	7	5		12
Mariott Hotel		1		1
PRODEV		1		1
Ministère des Affaires Étrangères				
Norvégien	1	5		6
Save the Children and PRODEV	1	5		6
Non renseigné	1		1	2
COFED	1			1
Fondation des Architectes de l'Urgence			1	1
UNICEF		16		16
AVSI		5		5
CEEC		7		7
Save the Children		4		4
UNICEF/DFID	1	3		4
FEPH	1	3		4
UNICEF/USAID	9	17		26
AVSI		6		6
CEEC	2	9		11
Save the Children	7	2		9
Total général	39	49	3	91

Encadré rouge : projets financés par l'UNICEF et par des agences publiques d'aide humanitaire et de développement des États-Unis (USAID) et d'Angleterre (DFID).

Auteur : S. Veitl.

- 43 Si la volonté du *cluster* est de privilégier la reconstruction d'écoles publiques, qu'est-ce qui explique la proportion d'écoles privées encore relativement importante ? Ce qui apparaît, c'est que ces logiques de répartition spatiale des ONG ne dépendent pas que de la stratégie du *cluster*. Si la logique de répartition des ONG et la stratégie de reconstruction dépendent des financements, il nous faut alors considérer le rôle des bailleurs de fonds.

De l'influence des bailleurs

- 44 Dans leurs rapports respectifs, A. Boinet et B. Miribel ⁽²⁰¹⁰⁾ ainsi que l'OSE (2011), montrent que les bailleurs de fonds n'ont que très rarement une position totalement philanthropique. Les différents rapports et comptes qu'exigent les bailleurs de fonds aux ONG contraignent ces dernières à réaliser un projet humanitaire en accord avec les normes et objectifs de leurs bailleurs. Selon C. Delebecque, l'adaptation à ces cahiers des charges est une condition primordiale à l'obtention des fonds de financement. Si ce processus se reproduit dans chaque ONG, on imagine alors l'influence indirecte des bailleurs de fonds sur la stratégie de reconstruction. De par son implication, nous nous attarderons sur le cas de l'acteur-bailleur UNICEF. Son personnel co-administre le *cluster* et il a financé ou co-financé 50 % des projets.
- 45 Le cadre rouge du tableau 2 isole les projets financés par l'UNICEF et ceux des agences publiques d'aide humanitaire et de développement des États-Unis (USAID) et du Royaume-Uni (DFID). On observe que sur les 49 projets de reconstruction d'écoles

publiques de notre échantillon, 36 sont financés par ces bailleurs. Ainsi, les financements attribués par l'UNICEF, co-responsable du *cluster*, confirment la stratégie de celui-ci de donner priorité aux écoles publiques. D'autres, comme la Fondation de France avec Haïti Futur soutiennent des écoles privées. En conséquence, il semble y avoir deux dynamiques, deux canaux de financement dans cette aide humanitaire qui ont pour résultat une aide hétérogène sur le terrain.

Deux dynamiques de reconstruction se côtoient dans le *cluster*

- 46 Ce croisement entre les observations spatiales et les témoignages d'acteurs nous permet d'identifier deux grands groupes qui coexistent et agissent à travers la gouvernance du *cluster*. Nous allons maintenant tenter de les résumer.
- 47 Le premier, autour du couple État/ONU a fait le choix de reconstruire ou de réhabiliter des écoles publiques sur l'ensemble du département. Des agences transgouvernementales et gouvernementales (comme DFID, USAID et surtout l'UNICEF) fournissent en majorité le financement d'une intervention dans les zones reculées (UNICEF et DARA, 2018). Les travaux dans ces zones rurales sont effectués par des ONGi (Save The Children, AVSI) dont la capacité de déploiement (Ryfman, 2014) et la neutralité vis-à-vis du contexte local donnent des garanties d'exécution. Les deux seules ONG haïtiennes (CEEC et FEPH) prennent également part aux objectifs du *cluster* mais elles interviennent plutôt dans un milieu urbain. Si l'on se reporte aux objectifs du PDNA, ces reconstructions visent à remettre rapidement en fonctionnement les écoles publiques et préparent un réajustement du système scolaire. Il semble alors qu'il y ait chez l'UNICEF une volonté de renforcer les capacités du gouvernement pour l'affirmer en tant qu'acteur et régulateur du système. En témoigne les projets implémentés actuellement, deux ans après, pour la formation pédagogique des représentants du ministère dans le département (inspecteurs, instituteurs) comme le programme *Haïti Gagne*. Ce dernier est piloté par l'ONGi CARE, et financé par l'UNICEF, et se déploie avec le MENFP. Ce programme vise à former pédagogiquement des professeurs et inspecteurs fonctionnaires. Le système ONU-ONG analysé par K.D Reimann prend ici son sens et son efficacité. Ce système met en pratique les politiques d'adaptation et de résilience énoncées dans le GAR et le CAS de Sendaï.
- 48 La tendance du second groupe est moins évidente. Les ONG non internationales, bien souvent issues de la diaspora haïtienne partagent également avec le premier groupe la volonté de s'implanter plus durablement dans le paysage éducatif. Pour autant, elles se distinguent par leurs projets de reconstruction situés majoritairement en milieu urbain et généralement financés par des bailleurs de fonds privés. Les écoles bénéficiaires sont plus souvent des établissements scolaires privés. Cette orientation de l'intervention vers des écoles privées tend à faire perdurer la nette domination du privé dans la balance de l'offre éducative (Joint, 2008). En démontrant leur solidarité et leur lien avec le territoire, on pourrait qualifier ces ONG d'acteurs territorialisés (Di Méo, 2014). Pour les gestionnaires locaux, il faudra ainsi désormais compter sur ces acteurs qui se sont affirmés grâce à la réponse à la catastrophe.
- 49 Bien que la séparation entre ces deux groupes soit à nuancer, cette identification questionne le rôle du *cluster* et sa capacité à coordonner l'aide vers des objectifs ciblés.

Conclusion

- 50 L'application des cadres d'actions internationales de relèvement post-catastrophe, dans notre cas, a débouché sur une stratégie visant à combattre les problématiques, antérieures à la catastrophe, d'un réseau scolaire trop hétérogène et inégal. Mais cela fonctionne-t-il vraiment ?
- 51 Face au foisonnement de l'offre privée, largement supérieure à celle du public, l'État haïtien et l'UNICEF ont travaillé au relèvement des établissements scolaires publics. Les coordinateurs interviewés en témoignent, dans la continuité de cette démarche, le *cluster* produit aujourd'hui des politiques publiques qui visent au développement et renforcement des structures comme les rectorats. On voit donc que le *cluster* vise à plus long terme un renforcement des capacités de gestion du secteur éducatif par l'État. Cette trajectoire prend la forme d'une bifurcation (Moatty *et al.*, 2017) par la modification de l'interdépendance entre les éléments qui constituent le système éducatif d'avant la catastrophe.
- 52 Pour autant, ces efforts doivent être poursuivis car les associations et ONG ne peuvent se substituer durablement à l'État pour combler son abandon des services publics. Leur forte implication dans la reconstruction et leur autonomie illustrent la faiblesse de l'appareil étatique et démontrent que les inégalités antérieures observées ne sont pas en voie d'être comblées de façon durable.
- 53 Pour la population rurale, les contraintes budgétaires et l'impraticabilité des routes auront sûrement un goût amer puisque leurs écoles ne seront pas prioritairement reconstruites. Il serait intéressant d'étudier les mouvements de population juvéniles à la suite de la catastrophe au prisme de l'exode rural. En effet, comme il l'est souhaité dans la phase 2 du processus de relèvement, on imagine facilement que les différentes dynamiques de remises en état seront pérennisées et rendront d'autant plus attractives les zones urbaines qui ont bénéficié de l'aide humanitaire. Alors même que la population en âge de se rendre à l'école fondamentale se trouve dans les régions les moins bénéficiaires, car isolées, on peut supposer que l'inégale répartition des projets observés pourrait renforcer les problématiques d'accessibilité à l'éducation d'avant la catastrophe (Joint, 2008).
- 54 Pour conclure, malgré la volonté de la communauté internationale d'utiliser la fenêtre d'opportunité de la catastrophe pour opérer une bifurcation du système éducatif haïtien en favorisant les établissements scolaires publics, les logiques d'implantation et de financement des ONG par des bailleurs privés mettent à mal cet objectif. Pour faire évoluer son modèle, le *cluster* pourrait se rigidifier en considérant davantage de contraintes. Cela, après en avoir identifié les « bonnes pratiques » de reconstruction (Moatty *et al.*, 2017) grâce à des retours d'expériences indépendants. Une des pistes pour faire évoluer le système d'intervention serait d'inclure la population et les responsables locaux dans le système de décision et de renforcer, en amont d'une catastrophe, les établissements scolaires vulnérables.

BIBLIOGRAPHIE

- Agazzi I., 2007. Les ONG dans le système onusien : vers un partenariat multi-acteurs ? *Géostratégiques* [En ligne], n° 16, p.135-151. URL : <http://www.academiegeopolitiqueparis.com/les-ong-dans-le-systeme-onusien-vers-un-partenariat-multi-acteurs/>
- Boinet, A., Miribel, B., 2010. *Analyses et propositions sur l'action humanitaire dans les situations de crise et post-crise*. Rapport à B. Kouchner, ministre des Affaires Étrangères, mars 2010.
- Collectif Haïti France, 2013. *Comment soutenir ses partenaires engagés dans les projets éducatifs en Haïti ? Recueil de bonnes pratiques*. 22 p.
- Comfort L.K. et al., 2010. Risque, résilience et reconstruction : le tremblement de terre haïtien du 12 janvier 2010. *Télescope*, vol. 16, n° 2, p. 37-58.
- Conférence Mondiale sur la réduction du risque de catastrophe, 2015. *Cadre d'action de Sendai : Pour la réduction du risque de catastrophe, 2015-2030*. 37 p.
- Di Méo, G., 2014. *Introduction à la géographie sociale*. Paris, Armand Colin, 192 p.
- D'Ercole R., et Robert J., 2012. L'occupation et l'utilisation du sol en période de crise. *Cybergeog : European Journal of Geography* [En ligne], Aménagement, Urbanisme ; document 698. URL: <http://journals.openedition.org/cybergeog/26587> - DOI: <https://doi.org/10.4000/cybergeog.26587>
- Fresia M., Lavigne-Delville P. et al., 2018. *Au cœur des mondes de l'aide internationale, regards et postures ethnographiques*. Paris, Karthala-IRD-APAD, 362 p.
- Haïtireportersvidéo, 2013. Interview avec Raoul Peck, 8 avril 2013. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=T4Yj2pxdqtY>
- Hufschmidt G., 2011. A comparative analysis of several vulnerability concepts. *Natural Hazards*, vol. 58, n° 2, p. 621-643.
- Joint A.-L., 2008. Système éducatif et inégalités sociales en Haïti. *RREF*, n° 2, p. 18- 24.
- Moatty A., 2015. *Pour une géographie de la reconstruction post-catastrophe*, thèse de géographie, Université Paul Valéry de Montpellier, GRED, 489 p.
- Moatty A. et al., 2017. Du désastre au développement : les enjeux de la reconstruction post-catastrophe, *Les annales de géographie*, n°174, p. 169-194.
- Muis A.-S., 2014. Territoire, identité et gouvernance : quelle équation pour un développement durable ? *Cybergeog : European Journal of Geography* [En ligne], Espace, Société, Territoire ; document 669. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeog/26246> - DOI: <https://doi.org/10.4000/cybergeog.26246>
- Nicolas N., Pagney Bénito-Espinal F., Lagahé E., et Gobinddass M.-L., 2018. Les catastrophes cycloniques de septembre 2017 dans la Caraïbe insulaire au prisme de la pauvreté et des fragilités sociétales, *EchoGéo* [En ligne], n° 46. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/16439> - DOI: <https://doi.org/10.4000/echogeo.16439>
- OSE, 2011, *L'aide a-t-elle changé ? Acheminement de l'aide en Haïti avant et après le séisme* [En ligne] Bureau de l'envoyé spécial pour Haïti. URL : http://www.collectif-haiti.fr/data/file/News/has-aid-changed_fr.pdf

- Quenault B., 2014. La résurgence/convergence du triptyque « catastrophe-résilience-adaptation » pour (re)penser la « fabrique urbaine » face aux risques climatiques. *Développement durable et territoires* [En ligne], vol. 5, n° 3. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10683> - DOI: <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.10683>
- Reghezza-Zitt M., Rufat S., 2015. *Résilience : sociétés et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes*. Paris, ISTE Éditions, 226 p.
- Reimann K. D., 2006. A View from the Top: International Politics, Norms and the Worldwide Growth of NGOs. *International studies quarterly*, vol. 50, n° 1, p. 45-67.
- Revet S., 2011. Penser et affronter les désastres : un panorama des recherches en sciences sociales et des politiques internationales. *Critique internationale*, n° 52, p. 157-173.
- Ryfman P., 2009. *Les ONG*. Paris, La Découverte, 128 p.
- Schuller M., Maldonado, J.K., 2016. Disaster Capitalism. *Annals of Anthropological Practice*, vol. 40, n° 1, p. 61-72.
- Théodat J.-M., 2020. Haïti : la fin du citoyen et l'avènement de l'individu 2.0. *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/18352> - DOI: <https://doi.org/10.4000/echogeo.18352>
- UN-ISDR, 2015. *GAR : Réduction du risque de catastrophe : bilan mondial*, version de poche, Nations Unies, 24 p.
- UNICEF, DARA, 2018, *Évaluation de la réponse d'UNICEF à l'Ouragan Matthew en Haïti*, Vol. 1, rapport final.

NOTES

1. UNISDR, actuellement UNDRR, est l'agence des Nations Unies Pour la Réduction des Risques de Catastrophes, principalement chargée de produire des stratégies internationales pour la réduction des risques et catastrophes et les connecter aux objectifs généraux de l'ONU. Ces stratégies sont compilées dans des cadres d'actions pluriannuels (Hyōgo : 2005-2015 puis Sendai : 2015-2030). <https://www.undrr.org/>
2. GAR : Global Assessment Report, Bilan Mondial publié en 2015. Un rapport de l'UNDRR qui propose un bilan de l'approche formulée dans le cadre d'action de Hyōgo et une base d'évolution pour le cadre d'action suivant, nommé Sendai (2015-2030). <https://gar.undrr.org/>
3. Dans notre contexte, le concept de bifurcation a été introduit comme étant une « une modification de la structure du système et des interdépendances entre ses différents éléments, et de fait, de ses relations avec les autres systèmes » (Moatty *et al.*, 2017).
4. Le cycle fondamental en Haïti est l'équivalent du cycle primaire et collègue en France, c'est à dire pour des enfants âgés de 6 à 15 ans.
5. La catégorie 4 est l'avant-dernier niveau de l'échelle de Saffir-Simpson qui en compte 5.
6. Le Post Disaster Need Assessment (PDNA) prépare une réponse à la catastrophe après avoir fait un état des lieux et établi les besoins. C'est un outil central pour la mise en place de la gouvernance et l'établissement d'objectifs pour la reconstruction.
7. Adoptés par les 189 États membres en 2000, ils visent à engager un développement durable en améliorant le bien-être de l'Homme à l'échelle internationale. Les ODM sont découpés en huit secteurs et visent à réduire : la faim, la mortalité infantile, la santé maternelle, la protection de l'environnement, la pauvreté (réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est

inférieur à un dollar par jour), l'enseignement, le contrôle des épidémies comme le paludisme et l'égalité des sexes, tout cela en privilégiant les partenariats mondiaux pour le développement.

8. Adoptés le 25 décembre 2015, les ODD s'ajoutent de façon parallèle aux ODM. Ils visent à « éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous ». L'idée est la mobilisation collective autour de 163 objectifs. L'agenda court jusqu'en 2030 et la volonté est de responsabiliser et d'impliquer les acteurs qui font la société : « gouvernements, le secteur privé, la société civile et les personnes comme vous » (ONU). Des économistes, lors d'une conférence du GEMDEV en 2018, ont évalué l'aide nécessaire pour atteindre ces ODD à plus de deux milliards de dollars.

9. <https://haiti.un.org/fr/1008-haiti-appel-humanitaire-de-139-millions-pour-assister-les-plus-touchees-par-louragan-matthew>

10. <https://theconversation.com/ha-ti-entre-aspirations-et-realites-des-jeunes-109580>

11. *Le Nouvelliste*, quotidien de référence haïtien recense de nombreuses irrégularités de paiements et de détournement des fonds qui en ont empêché la réussite : <https://lenouvelliste.com/article/177372/le-psugo-nest-pas-totalement-mort-il-agonise>

12. Office of the Coordination of Human Affairs (bureau de Coordination des Affaires Humanitaire). Département du secrétariat de l'ONU, chargé de coordonner globalement le secteur humanitaire dans un contexte de crise. <https://www.unocha.org/about-ocha/our-work>

13. Camp-Perrin (32), les Cayes (22) et Torbeck (18) se distinguent par rapport aux autres bourgs du département.

RÉSUMÉS

Suite à une catastrophe, l'assistance internationale se structure selon des normes (cadres d'actions de l'agence des Nations Unies Pour la Réduction des Risques et Catastrophes, UNDRR, et du *Global Assessment Report*, GAR, de 2015), appliquées par des acteurs (ONU, États et ONG). Les normes cadrent l'organisation de la gouvernance (le cluster), qui définit la trajectoire de « relèvement » et met en place des modalités d'actions. C'est ce système et son impact socio-spatial que nous proposons d'éclairer par un regard critique qualitatif. Pour ce faire, nous avons pris l'exemple de la reconstruction des écoles dans le département du Sud en Haïti après l'ouragan Matthew de 2016. La communauté internationale, via la reconstruction, tente d'y insuffler un nouveau modèle de développement pour la résilience des territoires et de ses habitants. Nous verrons que la réalité résiste à cette injonction d'adaptation.

Post-disaster international aid builds its action on standards (UNDRR frameworks, GAR), applied by stakeholders (UN, state and NGO), who organize themselves through a specific governance model (the cluster tool) and define a strategy to rebuild the land. In this study, we will do a critical analysis of this intervention. We will use the renovation of school buildings in the "Sud" department of Haiti after Hurricane Matthew in 2016 as an example. Throughout the analysis of the social and geographical impact of this model, we will see how the reconstruction model is trying to lead the land towards resilience and sustainable development. We will also see how, in practice, this injunction of adaptation is facing realities.

INDEX

Mots-clés : cluster, école, Haïti, ONG, ouragan, reconstruction

Keywords : cluster, Haiti, hurricane, NGOs, reconstruction, school

Thèmes : Sur le Champ - Sur le Terrain

AUTEUR

SIMON VEITL

Simon Veitl. s7.veitl@gmail.com, est titulaire d'un master de géographie soutenu à l'Université Paris VIII en 2018.